
Nº. XXXIII.

L'AMI DU PEUPLE
OU
LE PUBLICISTE
PARISIEN,

JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,

*Par M. MARAT , Auteur de L'OFFRANDE A
LA PATRIE , du MONITEUR et du PLAN DE
CONSTITUTION , etc.*

Vitam impendere verò.

Du Lundi 9 Novembre 1789.

ASSEMBLEE NATIONALE.

Séance du 7 Novembre 1789.

Après la lecture du procès-verbal de la séance d'hier , la motion du Comte de Mirabeau , sur l'admission des Ministres , avec voix consultative dans l'Assemblée , a été mise en discussion.

Plusieurs membres de l'Assemblée , entr'au-

A

tres , M. Lanjuinas & M. Malouet , ayant combattu fortement l'admission des Ministres , il a été décrété que , pendant la cession actuelle , nul membre de l'Assemblée ne pourra accepter aucune place dans le Ministère , & le surplus de la proposition a été ajourné.

M. le Président a fait la lecture du billet ci-après de M. le Garde des Sceaux.

M. le Garde des Sceaux s'empresse , en sortant du Conseil , de faire part à M. le Président :

1°. De l'acceptation donnée par Sa Majesté aux neuf articles de constitution qui lui ont été présentés hier.

2°. Qu'elle a consenti & fera exécuter les trois autres décrets qui lui ont été présentés en même-temps.

Il en fera incessamment envoyé à l'Assemblée , pour rester dans ses archives , des expéditions dans la forme prescrite par un des articles de la constitution.

Les renseignemens demandés sur l'envoi des décrets ci-devant sanctionnés par le Roi , seront incessamment fournis.

La dispersion des Bureaux des Secrétaires d'Etat , suite de la translation de la Cour dans la Capitale , apporte quelque retard à cette opé-

ration, & oppose un obstacle momentané à l'empressement des Ministres du Roi.

Signé *l'Archévêque de Bordeaux.*

Après cette lecture, M. l'Evêque d'Autun a rappelé à l'Assemblée son décret, par lequel elle déclare que les biens Ecclésiastiques sont à la disposition de la Nation, & qu'aucune Cure ne pourra être dotée de moins que 1200 livres de rentes. « Mais, Messieurs, a-t-il dit, de quoi vous serviroit d'avoir fait rentrer tous les biens Ecclésiastiques sous la main de la Nation, si vous ne preniez les mesures nécessaires pour les lui conserver, & comment pourriez-vous trouver dans ces biens les grandes & nombreuses dotations dont vous vous êtes chargés par votre décret, si vous négligez d'aviser aux moyens d'en empêcher la dilapidation ? »

Pour prévenir ce dépérissement des biens Ecclésiastiques, M. l'Evêque d'Autun a proposé un projet de décret en cinq articles. Le premier, ordonne l'apposition des scellés sur tous les titres, Archives, Bibliothèque & mobilier des Eglises, Monastères, Chapitres & Communautés, pour en empêcher le divertissement.

Le second, que les biens Ecclésiastiques, & leurs récoltes, seront mis sous la sauve-garde

du Roi , des Assemblées provinciales & autres corps administratifs.

Le troisieme , que toutes les personnes , de quelques conditions qu'elles puissent être , qui commettront quelque déprédation dans les biens Ecclésiastiques , seront punis comme coupables de vol.

Le quatrieme , que les maîtrises , concurrément avec les juges ordinaires , veilleront à la conservation des biens Ecclésiastiques , informerront , décréteront & procéderont contre les délinquans , & donneront connoissance des délits à l'Assemblée Nationale.

Le cinquième , qu'il sera fait expresse inhibitions & défenses de couper aucun bois de réserve , & même de simples taillis en contravention aux Réglemens

L'Assemblée a délibéré sur ce point de Décret ; & après en avoir ajourné le premier article à Vendredi Prochain , elle en a adopté les quatre autres , sauf une meilleure rédaction.

Suite des Observations.

Dès lors mes craintes ont augmenté. Aux inculpations précédentes j'en ajouterai de nouvelles qui viennent à l'appui , & qui les changent en démonstration.

Ainsi je dénonce les Représentans de la Com-

mune, comme coupables d'avoir (a) cherché à endormir le peuple sur les dangers qu'il couroit ; & cela en démentant le bruit trop fondé que les plattes - formes des hauts murs de Montmartre étoient destinées à recevoir des batteries pour foudroyer la Capitale , & en affirmant , contre toute vérité , qu'elles étoient destinées à conduire des grains aux moulins , tandis qu'aucune n'y aboutissoit & que la principale , qui domine Paris , & quise termine à un mur , n'est pas un chemin.

Je les dénonce comme coupables d'avoir cherché à plonger le peuple dans une fatale sécurité , en niant que les moulins établis à l'Ecole Militaire fussent destinés au mélange des mauvaises farines ; faits constatés par les manoeuvres employés à cette funeste manipulation , par les voituriers , par les curieux ; & en affirmant , contre toute vérité , que le pain provenu des mauvaises farines accaparées par le Gouvernement , n'étoit pas mal sain , tandis qu'il est constaté que son usage a produit des maux de gorge opiniâtres ; des ardeurs d'estomac , la perte de l'appétit & des forces : la plupart de

(a) on verra dans le Numéro qui suit combien il est important de le tenir toujours en lair.

ceux qui en ont fait usage , ont été attaqués de ces indispositions , & aucun de ceux qui en ont fait leur principale nourriture n'a échappé.

Je les dénonce comme coupables d'avoir cherché à écarter l'Assemblée nationale de Paris , en faisant parler leurs commettans ; dessein perfide qu'elle alloit couronner , sans l'énergie qu'ont déployée plusieurs Districts , en témoignant leur indignation. (a)

Je les dénonce comme coupables d'avoir jetté sur (b) les Boulangers tout le blâme de l'incapacité du comité des subsistances à pourvoir la Capitale , d'avoir tenu sur le sein de ces malheureux le poignard dont seroient armé le bras de ceux qui viendroient à manquer de pain , & d'avoir été les premiers auteurs des scènes sanglantes dont quelques-uns ont été l'objet.

Je les dénonce comme auteurs de tous les désastres que va occasionner l'affreuse loi martiale qu'ils viennent d'arracher au législateur ,

(a) Celui des Cordeliers toujours prêt à se distinguer par son patriotisme , à jetté feu et flammes , à la nouvelle de cette infamie.

(b) voyés leurs déclaration rendue le 5 ou le 6 octobre , au sujet des subsistances , des moulins à bras de l'Ecole Militaire , et des Boulangers.

pour se mettre à couvert de la trop juste indignation du peuple : Je les dénonce comme auteurs des guerres civiles qu'elle va nécessairement allumer , des dangers auxquels elle va exposer les Etats-généraux & le Roi , en détruisant la liberté publique.

Je les dénonce pour avoir violé , à mon égard , les droits du citoyen , en faisant enlever de force de chez mon imprimeur , la minute , les feuilles & les planches d'un écrit patriotique , consacré à la défense de la liberté.

Je les dénonce pour avoir usurpé les droits de leurs commettans , en s'arrogant celui de faire (a) des réglemens , sans consulter le vœu des Districts.

Je les dénonce pour avoir attenté aux droits inaliénables des Districts , en les (b) dépouillant de celui de pouvoir révoquer à volonté leurs mandataires.

Je les dénonce pour avoir attenté aux droits inaliénables de la commune , en la dépouillant (c) de celui de s'assembler quand il lui

a Voyés l'article deux du titre deux. Du plan de la Municipalité , rédigé par des Représentans de la commune de Paris.

b voyés l'article trois du titre sept.

c voyés le titre seize.

plait , pour s'occuper de la chose publique.

Je les dénonce pour avoir usurpé de la sorte une autorité arbitraire , qui feroit bientôt dégénérer la Municipalité Parisienne en pure Aristocratie , & qui changeroit enfin les Députés du peuple en cruels tyrans.

Les voilà donc ces dignes citoyens , auxquels nous avons confié notre autorité pour assurer notre liberté , notre repos , notre bonheur ; ne songeant plus qu'à nous remettre aux fers , à nous tenir sous le joug , & nous faisant déjà éprouver tous les malheurs de la servitude , toutes les horreurs de la tyrannie.

La suite l'Ordinaire prochain.

*Ou souscrit à Paris , chez DUFOUR , N^o. 6
rue des Cordeliers.*

*Le prix de la Souscription est de 12 livres
pour 3 mois , franc de port par la Poste.*

De l'Imprimerie patriotique.